



FICHE D'INFORMATION 2026

« Les coupes de financements transforment les inégalités en exclusion permanente », une OPH d'Afrique subsaharienne

Données récoltées auprès d'organisations de personnes handicapées (OPH) sur les conséquences humaines et organisationnelles des coupes dans l'aide internationale



Acronymes

CAD	Comité d'Aide au Développement
DEIA	Diversité, Equité, Inclusion et Accessibilité
FCDO	Foreign, Commonwealth and Development Office
RNB	Revenu National Brut
HI	Humanity & Inclusion ou Handicap International
IDA	International Disability Alliance
IDDC	International Disability and Development Consortium
PDI	Personne Déplacée Interne
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONGI	Organisations Non Gouvernementales Internationales
PMD	Pays les Moins Développés
PRFI	Pays à Revenu Faible et Intermédiaire
APD	Aide Publique au Développement
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OPH	Organisations de Personnes Handicapées
ODD	Objectifs du Développement Durable
NU	Nations Unies
UNDESA	United Nations Department of Economic and Social Affairs
UNRWA	United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East
USAID	United States Agency for International Development
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

Remerciements

Cette fiche d'information sur le plaidoyer est publiée par Humanité & Inclusion (HI), avec le soutien financier du ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes.

Nous adressons nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à cette publication. Nous remercions tout particulièrement l'International Disability Alliance (IDA), et notamment Matthew Kelson, pour son précieux travail de révision du questionnaire d'enquête et son soutien à sa diffusion. Nous sommes également profondément reconnaissants envers l'United Disabled Persons of Kenya (UNDPK), la Somaliland National Disability Federation et SODEN pour leur rôle essentiel dans la mise à l'essai de l'enquête. Nous remercions les équipes des programmes nationaux d'Humanité & Inclusion, l'International Disability and Development Consortium (IDDC) et ses membres, le Disability Reference Group et le Global Disability Fund pour leurs efforts dans la diffusion de l'enquête. Enfin, nous remercions Evans Engliz-Bey pour son expertise en matière d'analyse des données.

Dédicace

En mémoire de Ndéye Dagué Gueye, défenseure infatigable de l'inclusion et de la dignité, dont la voix, guidée par la solidarité, la justice et un engagement sans faille, a fait progresser les droits des personnes handicapées au Sénégal et dans le monde entier.

Méthodologie

En 2026, Handicap International-Humanity & Inclusion (HI) a lancé un projet visant à documenter l'impact des coupes dans l'aide internationale sur l'inclusion des personnes handicapées et à formuler des recommandations politiques destinées à garantir une aide inclusive. Les conclusions de ce projet ont pour objectif d'éclairer et d'influencer les décisions des décideurs politiques et des bailleurs de fonds, en les rendant responsables de leurs choix et de leurs engagements.

Le point de vue des organisations de personnes handicapées (OPH) est au cœur de ce processus. Les OPH sont des organisations gérées par des personnes handicapées et représentent collectivement les personnes handicapées au sein de leurs communautés.

Afin de recueillir leurs témoignages, HI a lancé une enquête au niveau mondial ciblant spécifiquement les organisations répondant aux critères définis par l'Observation générale n° 7 du Comité des droits des personnes handicapées et opérant dans des pays bénéficiant d'un financement international important. L'objectif était de recueillir leur évaluation des effets des réductions de l'aide tant sur leurs propres organisations que sur les personnes handicapées au sein de leurs communautés.

L'enquête a été élaborée par HI en collaboration avec l'International Disability Alliance (IDA) et testée à titre expérimental par trois organisations de personnes handicapées en Afrique. Disponible en ligne en anglais, français, espagnol et arabe, l'enquête a adopté une approche intersectionnelle afin de recueillir des données désagrégées. Le questionnaire comprenait principalement des questions fermées axées sur les répercussions des coupes dans l'aide, complétées par quatre questions ouvertes visant à recueillir des exemples concrets et des messages directs à l'intention des bailleurs de fonds et des décideurs politiques.

L'enquête a reçu plus de 180 réponses, dont 177 ont été analysées avec l'aide d'un analyste de données.

Résumé

Le financement international de l'aide au développement et de l'aide humanitaire¹ connaît actuellement la plus forte contraction de son histoire. Après avoir atteint un niveau record de 223 milliards de dollars en 2023, l'aide publique au développement (APD) mondiale a reculé de 23,1 % en termes réels en 2025, l'aide bilatérale au développement ayant chuté de 26,4 % et l'aide humanitaire de 35,8 %.² Les principaux pays donateurs, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, ont simultanément réduit leurs

¹ Tout au long du texte, les termes « financement », « aide », « assistance » et « APD » sont utilisés de manière interchangeable

² OCDE, "[Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025](#)" (2026)

budgets d'APD, tandis que les bailleurs se tournent de plus en plus vers des priorités géopolitiques, des prêts et des investissements privés.

Ces réductions interviennent à un moment où les besoins humanitaires augmentent et où les inégalités se creusent. Elles risquent d'aggraver l'exclusion systémique dont souffrent déjà quotidiennement les personnes handicapées en matière de soins de santé, d'éducation, d'emploi, de protection sociale et d'aide humanitaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI)³ et les pays touchés par des crises. On compte environ 1,3 milliard de personnes en situation de handicap dans le monde⁴, dont près de 80 % vivent dans des PRFI, où l'aide internationale reste une source essentielle de soutien à l'inclusion des personnes handicapées. Pourtant, l'inclusion des personnes handicapées ne reçoit toujours qu'une part marginale de l'aide : en 2023, les interventions spécifiques au handicap ne représentaient que 0,1 % de l'APD allouable, tandis qu'environ 40 % de l'aide restait entièrement non affectée à l'inclusion des personnes handicapées.

« L'intégration des personnes handicapées ne devrait jamais être une variable d'ajustement budgétaire. Ne laissez pas ces enfants devenir les victimes invisibles de vos décisions comptables. » – Une association locale de parents d'enfants avec un handicap intellectuel en Tunisie.

Dans ce contexte, 177 OPH issues de pays bénéficiant d'un financement international important, sur tous les continents, ont répondu à une enquête mondiale en ligne en avril 2026. Leurs témoignages mettent en lumière un secteur en crise profonde et une aggravation des souffrances humaines due à la contraction de l'aide internationale.

Principales conclusions:

- **82 %** des OPH font état d'un **impact négatif élevé ou très élevé** sur le bien-être des personnes handicapées au sein de leurs communautés, directement lié aux réductions des budgets d'aide.
- **79%** des OPH ont subi des **coupes budgétaires sévères ou très sévères** qui ont affecté leur capacité opérationnelle au cours des 18 derniers mois.
- **72%** ont **annulé ou suspendu** au moins un programme ou un service.
- **43%** jugent leur capacité à poursuivre leur mission **faible ou très faible**, et **14 % risquent de fermer définitivement** si la tendance se poursuit.

La crise est alimentée par des réductions simultanées des financements provenant des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, des ONG internationales et des fondations, créant un « effet cascade » cumulatif. Cela a entraîné de graves interruptions de programmes, un affaiblissement des capacités et une réduction des effectifs et de l'expertise, alors même que les OPH sont les acteurs principaux à fournir assistance,

³ UNDESA, "[Factsheet on Persons with Disabilities.](#)"

⁴ WHO, [Global report on health equity for persons with disabilities](#) (2022).

soutien communautaire, et à mener un plaidoyer pour faire progresser les droits des personnes handicapées et leur inclusion.

Les données indiquent une détérioration significative du bien-être des personnes handicapées en raison de leur accès fortement limité aux services essentiels. Des perturbations importantes ont été observées dans les services et les aides destinés à l'inclusion économique et à l'emploi, aux technologies d'assistance et à la réadaptation, à la santé, à l'éducation, à l'accessibilité et à l'adaptation, ainsi qu'à l'aide alimentaire et humanitaire. L'accès aux services destinés aux femmes et aux filles, à l'éducation, aux services de soins et à l'aide à l'autonomie s'est également détérioré pour les personnes handicapées.

Ces données suggèrent que ce sont les personnes déjà marginalisées qui subissent le plus fort impact négatif des réductions de financement, ce qui aggrave leur exclusion des services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé, les moyens de subsistance et la participation sociale.

Les coupes dans l'APD ne se résument pas en un simple ajustement budgétaire ; elles conduisent à une crise des droits humains. Les décisions de politique étrangère visant à réduire l'aide coupent de fait les bouées financières et démantèlent le seul filet de sécurité dont disposent des millions de personnes à travers le monde. Sans une action immédiate, des années de progrès en matière de droits humains seront réduites à néant et l'effondrement structurel de la représentation des personnes handicapées et des services inclusifs deviendra une réalité irréversible.

Une action urgente est requise de la part des gouvernements et des bailleurs de fonds pour protéger les financements inclusifs, renforcer le soutien direct aux OPH et empêcher que les réductions de l'aide n'aggravent l'exclusion et les inégalités dont sont victimes les personnes handicapées.

177 organisations. 35 pays. Une seule voix. Préservons le financement de l'inclusion des personnes handicapées.



Sidow Mikail Ibrahim, un jeune réfugié de 9 ans vivant avec une difficulté auditive, est élève à l'école primaire Mogadishu de Kakuma, au Kenya, où il bénéficie d'un accompagnement pédagogique personnalisé. © I. Rugenge / HI

I- Contexte de l'enquête

Une baisse historique de l'aide internationale

Les secteurs de la coopération internationale et de l'aide humanitaire sont confrontés à la plus forte contraction de l'aide de l'histoire moderne. Après avoir atteint un niveau record de 223 milliards de dollars en 2023, l'aide publique au développement (APD) mondiale est tombée à 212 milliards de dollars en 2024, puis a encore reculé de 23,1 % en termes réels en 2025, pour s'établir à 174,3 milliards de dollars. L'aide bilatérale au développement a chuté de 26,4 % pour s'établir à 126,4 milliards de dollars, tandis que l'aide humanitaire a reculé de 35,8 % pour atteindre 15,5 milliards de dollars, marquant ainsi une deuxième année consécutive de baisse après cinq années de croissance.⁵

Une grande partie de la croissance apparente de l'APD entre 2022 et 2023 reflétait des dépenses exceptionnelles liées à la guerre en Ukraine et aux coûts d'accueil des réfugiés dans les pays donateurs, plutôt qu'une augmentation des transferts vers les pays à faible revenu. En conséquence, une proportion historiquement faible de l'aide a atteint les pays à faible revenu et les pays les moins avancés.

La baisse de 2025 représente la plus forte réduction annuelle de l'APD jamais enregistrée et ramène de fait les niveaux d'aide à ceux de 2015.

Les principaux bailleurs de fonds se retirent tous en même temps

Ce recul reflète une réduction coordonnée des dépenses de la part des plus grands bailleurs de l'aide internationale. Pour la première fois depuis que ces données sont enregistrées, les cinq principaux fournisseurs d'APD ont réduit leurs budgets d'aide au cours de la même année, ce qui explique plus de 95 % de la baisse mondiale.

- Les États-Unis ont fortement réduit leur engagement en matière d'aide internationale en démantelant l'USAID et en mettant fin ou en suspendant des milliers de programmes. Parallèlement, les États-Unis ont suspendu ou réduit leur financement à plusieurs institutions multilatérales, notamment l'OMS et l'UNRWA.⁶ Au total, l'APD américaine a chuté de 56,9 % en 2025 par rapport à 2024.⁷
- Au Royaume-Uni, les dépenses d'APD ont atteint leur niveau le plus bas depuis près de deux décennies, reculant de 10 % en 2025, le gouvernement prévoyant de réduire encore son objectif d'aide à 0,3 % du RNB d'ici 2027.⁸
- En Allemagne, les décisions budgétaires cumulées prises entre 2022 et 2025 pourraient se traduire par une réduction globale d'environ 25 % du financement de l'aide au développement et de près de 50 % de l'aide humanitaire, atteignant respectivement 10,28 milliards d'euros et 1 milliard d'euros en 2025.⁹

⁵ OCDE, "[Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025](#)" (2026)

⁶ The White House. "[Fact Sheet: President Donald J. Trump withdraws the United States from international organizations that are contrary to the interests of the United States.](#)" (2026)

⁷ OCDE, "[Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025](#)" (2026)

⁸ The Guardian, "[Starmer planning big cuts to aid budget to boost defence spending](#)" (2025).

⁹ VENRO, "[Bundshaushaltsentwurf 2025](#)".

- La France a procédé à cinq réductions consécutives de son budget d'APD en moins de deux ans. La ligne budgétaire principale de l'APD a diminué d'environ 39 % entre 2024 et 2025, suivie d'une réduction supplémentaire de 18 % confirmée pour 2026.¹⁰ L'aide humanitaire a été particulièrement touchée, passant de 895 millions d'euros en 2024 à 294 millions d'euros en 2026, avec notamment des coupes de plus de 60 % dans l'aide alimentaire et une réduction de deux tiers des contributions volontaires aux Nations unies.¹¹
- La Belgique a réduit son budget d'APD de 17 % en 2025, tandis que le nouveau gouvernement a proposé une réduction supplémentaire de 25 % au cours de la législature.¹²
- Des coupes supplémentaires ont également été annoncées en Autriche, au Canada, aux Pays-Bas et en Suède.

En 2025, seuls huit membres du CAD, à savoir le Danemark, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, l'Espagne et la Suède, ont maintenu ou augmenté leur niveau d'APD, contre 26 qui l'ont réduit.

L'OCDE prévoit une nouvelle réduction de 5,8 % de l'APD en 2026, le déficit mondial annuel de l'aide devant atteindre 62 milliards de dollars par rapport aux niveaux de 2023.¹³

Évolution structurelle des priorités et des modalités de financement

Au-delà de la baisse globale du volume de l'aide, les priorités en matière de financement évoluent considérablement. On observe une tendance croissante à orienter l'APD vers des stratégies de sécurité intérieure et géopolitiques des pays donateurs plutôt que vers la réduction de la pauvreté, le développement humain et les droits humains. Cette tendance risque de détourner les ressources des pays les moins avancés (PMA), où les niveaux de pauvreté, les besoins humanitaires et les vulnérabilités structurelles sont les plus élevés et où la population dépend fortement de l'aide extérieure. En 2025, l'APD bilatérale en faveur des PMA a diminué de 25,8 %, tandis que l'aide à l'Afrique subsaharienne a chuté de 26,3 %.¹⁴

Les bailleurs de fonds s'éloignent de plus en plus de l'aide sous forme de subventions pour se tourner vers des prêts concessionnels et des instruments de financement privés.¹⁵ Dans le même temps, les financements mis à la disposition des organisations de la société civile, qu'elles soient locales ou internationales, et des OPH, diminuent. Le montant moyen des subventions d'aide individuelles a baissé, laissant les ONG avec des subventions plus modestes et à plus court terme, accompagnées de charges administratives et de reporting plus lourdes.¹⁶

Dans le secteur humanitaire, de nombreux bailleurs de fonds « hyper-priorisent » leur budget réduit, le limitant de plus en plus à des activités visant directement à sauver des vies selon une définition étroite, telles que l'aide alimentaire d'urgence et les soins de santé d'urgence. Les agences des Nations Unies et les ONG humanitaires ont averti que les

¹⁰ Focus 2030, "[Loi de finances 2026 : une cinquième coupe dans l'aide publique au développement](#)" (2026).

¹¹ Focus 2030, "[La France revient sur ses engagements en matière d'aide publique au développement](#)" (2026).

¹² CNCD-11.11.11, "[Rapport 2025 sur la coopération belge au développement](#)" (2025).

¹³ OCDE, "[Un déclin historique de l'aide au développement : données préliminaires de l'APD pour 2025](#)" (2026)

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid

¹⁶ CONCORD Europe, [AidWatch Report 2024](#); CIVICUS, [State of Civil Society Report 2025](#).

programmes de renforcement de la résilience, de relèvement rapide, d'inclusion et de relèvement à long terme figurent parmi les premières activités touchées par les coupes budgétaires.¹⁷ À mesure que le financement humanitaire diminue, les approches transversales telles que l'inclusion des personnes handicapées, l'égalité des genres et la participation communautaire risquent d'être reléguées au second plan, malgré leur rôle central dans la réponse humanitaire efficace et équitable, la résolution des conflits et le relèvement

Ces coupes budgétaires et ces changements de politique interviennent dans un contexte de crises mondiales croissantes, de besoins humanitaires en hausse et d'inégalités grandissantes. Elles menacent la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (sachant que les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD) restent très en deçà des objectifs¹⁸) et affectent de manière disproportionnée les groupes déjà confrontés à une exclusion structurelle, notamment les personnes handicapées.



Des fournitures humanitaires sont déchargées dans un centre logistique soutenu par HI à Bamako, au Mali. © Studio 360 / HI

¹⁷ Bureau des Nations unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu Humanitaire Mondial 2026](#); International Council of Voluntary Agencies (ICVA), [ICVA First Survey Findings – The Impact of the 90 Day Suspension](#) (2025)

¹⁸ Nations unies, [The Sustainable Development Goals Report 2025](#)

L'inclusion des personnes handicapées en péril

Environ 1,3 milliard de personnes, soit près de 16 % de la population mondiale, sont en situation de handicap, et près de 80 % d'entre elles vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI).¹⁹ Il est donc essentiel de veiller à ce que l'action humanitaire et de développement soit inclusive et accessible.

L'APD reste une source de financement essentielle pour l'inclusion des personnes handicapées, tandis que les investissements nationaux dans les politiques et les services liés au handicap restent limités dans de nombreux PRFI. Dans certains contextes, le soutien international aux programmes spécifiques au handicap est comparable aux dépenses publiques nationales.²⁰ Pourtant, l'inclusion des personnes handicapées ne reçoit toujours qu'une part marginale de l'aide mondiale.

L'inclusion des personnes handicapées reste marginale dans l'APD

Malgré l'introduction en 2018 du marqueur de l'OCDE-CAD relatif à l'inclusion des personnes handicapées, le suivi et la redevabilité restent incomplets et incohérents.

Environ 40 % de l'APD n'est pas marquée en fonction de l'inclusion des personnes handicapées, ce qui rend difficile d'évaluer si les personnes handicapées sont réellement incluses dans les programmes d'aide ou pas.²¹

En 2023, les interventions spécifiques visant les personnes handicapées ne représentaient que 0,1 % de l'ensemble de l'APD allouable.²² En revanche, la prise en compte du handicap de manière plus large s'est sensiblement accrue. La part de l'APD allouable déclarée comme inclusive des personnes handicapées est passée de 2,1 % en 2018 à près de 10 % en 2023. Cette augmentation reflète principalement des programmes où l'inclusion des personnes handicapées est considérée comme un objectif secondaire ou « significatif » plutôt que comme une priorité spécifique. Cela traduit un recours systémique à la prise en compte (*mainstreaming*) plutôt qu'à des programmes ciblés.

Dans la pratique, compte tenu de l'absence de reporting et/ou d'efforts spécifiques, cela signifie que pour environ 90 % des dépenses d'APD, rien n'indique que des efforts significatifs aient été déployés pour inclure les personnes handicapées.²³

Financement insuffisant du leadership et de la participation des OPH

Le soutien aux OPH reste insuffisant malgré leur rôle central dans la promotion de l'inclusion. De nombreuses OPH continuent de se heurter à des critères d'éligibilité restrictifs, à des procédures de financement inaccessibles et à un accès limité au

¹⁹ See Footnotes 3 and 4.

²⁰ International Disability Alliance (IDA), UNICEF, the International Centre for Evidence in Disability at the London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM), and the Center for Inclusive Policy (CIP), "[Global Disability Inclusion Report: Accelerating Disability Inclusion in a Changing and Diverse World](#)" (2025). In some contexts, international support for disability-specific programmes is comparable to national public spending.

²¹ [Global Disability Inclusion Report](#) (2025), Figure 2.12.

²² Ibid.

²³ International Disability and Development Consortium (IDDC), "[United We Stand: Funding and budgeting for disability inclusion in international cooperation](#)" (2025).

financement direct des bailleurs. Dans les interventions humanitaires, les OPH sont souvent cantonnées à des rôles de sous-traitance sans prise en charge des coûts indirects ou des frais généraux organisationnels.²⁴ Parallèlement, la proportion d'OPH signalant un financement insuffisant pour les aménagements raisonnables lors des consultations est passée de 14 % en 2018 à 41 % en 2021.²⁵

La réduction de l'aide affecte les programmes inclusifs pour les personnes handicapées

Les coupes actuelles dans l'aide risquent de reléguer encore davantage l'inclusion des personnes handicapées aux marges de la coopération internationale. Les champions traditionnels du développement inclusif des personnes handicapées, notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suède, la Finlande et l'Union européenne, ont réduit ou annoncé des réductions de leurs budgets d'APD.

- Le FCDO britannique a confirmé des réductions annuelles significatives de son programme phare de développement inclusif pour les personnes handicapées depuis 2020, bien qu'il ait prolongé le programme jusqu'en 2026.
- Aux États-Unis, la réduction de l'aide internationale en 2025 s'est accompagnée du retrait de politiques en matière de handicap, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité (DEIA). Cela a représenté un double revers : le soutien financier et les engagements institutionnels en faveur de l'inclusion se sont affaiblis simultanément.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte plus large de recul des politiques en matière de droits humains, d'égalité des genres et de diversité. Le Human Rights Funders Network estime que l'aide publique au développement axée sur les droits humains pourrait diminuer de près de 1,9 milliard de dollars par an d'ici 2026, avec des répercussions particulièrement graves sur l'égalité des genres et les mouvements axés sur les personnes LGBTQI.²⁶ Les organisations de défense des droits des personnes handicapées et les programmes d'inclusion des personnes handicapées risquent de subir des pressions similaires.

Une fois la vague de coupes dans l'aide terminée, il ne restera qu'une poignée de programmes d'aide ciblant explicitement l'inclusion des personnes handicapées ; la réduction actuelle de l'aide risque donc de réduire à néant les progrès réalisés au cours de la dernière décennie.

Les personnes handicapées étaient déjà laissées pour compte

Même avant la récente vague de coupes budgétaires, les personnes handicapées étaient déjà fortement désavantagées selon la plupart des indicateurs des Objectifs de développement durable (ODD).

Selon le Rapport 2024 de l'UNDESA sur le handicap et le développement, les progrès pour atteindre la réalisation des ODD pour les personnes handicapées devraient être multipliés par un facteur compris entre deux et soixante-cinq, selon le domaine concerné.²⁷ Des

²⁴ [Global Disability Inclusion Report](#) (2025).

²⁵ International Disability Alliance (IDA), "[Not just ticking the disability box? Meaningful OPD participation and the risk of tokenism.](#)" Global Survey on Participation of OPDs. (2022).

²⁶ Human Rights Funders Network (HRFN), "[Funding at a Crossroads](#)" (2025).

²⁷ UNDESA, [Disability and Development Report 2024](#).

écarts importants persistent en matière de sécurité alimentaire, de soins de santé, d'emploi, d'accès au numérique, d'éducation et de protection sociale.

Informations clés:

- Les personnes handicapées connaissent des niveaux de pauvreté multidimensionnelle nettement plus élevés que les personnes non handicapées. Dans certains pays, les taux de pauvreté sont plus que doublés.
- Plus de la moitié des personnes handicapées dans les pays en développement sont en situation d'insécurité alimentaire.
- Les personnes handicapées ont sept fois plus de risque de ne pas pouvoir accéder aux soins de santé lorsqu'elles en ont besoin.
- Dans les pays où l'indice de développement humain est faible, seules 11 % des personnes ayant besoin de produits d'assistance peuvent y accéder, sachant que Gaza compte désormais le plus grand nombre d'enfants amputés par habitant au monde.²⁸
- Un enfant handicapé sur trois est victime de négligence ou de violence, et les enfants handicapés sont deux fois plus susceptibles que les autres enfants d'être victimes d'abus.
- Les femmes et les filles handicapées dans les PRFI sont confrontées à une discrimination aggravée, à des taux d'emploi plus faibles et à un risque accru de violence.
- Les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée lors de catastrophes, de conflits et de déplacements forcés, avec des taux de mortalité parfois deux fois plus élevés que ceux des personnes non handicapées. Par exemple, au Soudan, les personnes handicapées rapportent avoir été « abandonnées comme des bagages » alors que les communautés fuyaient la violence.²⁹
- La participation des personnes handicapées aux processus décisionnels reste limitée malgré certains progrès récents

La Banque mondiale estime en outre qu'au moins la moitié de tous les enfants et jeunes handicapés dans les PRFI sont totalement exclus de l'éducation, la plupart d'entre eux étant des filles.³⁰

Ces conclusions démontrent que les personnes handicapées étaient déjà laissées pour compte avant l'effondrement actuel de l'aide internationale. De nouvelles réductions de l'aide au développement et de l'aide humanitaire risquent d'aggraver l'exclusion et de mettre en péril la survie des personnes handicapées, annulant ainsi des décennies de progrès en matière de droits des personnes handicapées et de leur inclusion.

Dans ce contexte, nous avons demandé aux personnes handicapées leur avis sur ces questions, par le biais d'une enquête mondiale en ligne lancée en avril 2026.

²⁸ United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). "[UNRWA Statement](#)." (5 December 2025)

²⁹ The Telegraph. "['Left Like Luggage': Disabled, Sick and Injured Victims Flee Sudan's Genocide](#)." (February 7, 2025).

³⁰ World Bank, "[Inclusive Education](#)": (31 March 2025)

II- Résultats de l'enquête

L'échantillon de l'enquête : portée mondiale et représentativité

Cet échantillon, qui regroupe 177 organisations de personnes handicapées (OPH) issues de plus de 35 pays répartis sur tous les continents, constitue un baromètre important pour le secteur du handicap au niveau mondial.

Les OPH sont des organisations représentatives gérées par des personnes handicapées. Elles expriment les expériences vécues par les personnes handicapées, défendent leurs droits et demandent des comptes aux gouvernements, aux prestataires de services et aux autres acteurs en matière de politiques et de pratiques inclusives. Elles jouent un rôle central pour garantir la participation significative des personnes handicapées à la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des lois, des politiques et des programmes qui les concernent.³¹ Certaines d'entre elles ont également évolué vers la fourniture de services directs. Comme ces entités sont ancrées dans les communautés qu'elles servent, la santé financière des OPH a des implications directes sur la défense des droits des personnes handicapées et leur accès aux services essentiels. Cela est particulièrement critique dans les contextes les plus précaires et les plus exposés, où les personnes handicapées comptent parmi les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés de la société, systématiquement négligés par les systèmes de protection sociale de l'État. La diversité des répondants garantit que les données reflètent un large éventail du mouvement mondial des personnes handicapées. L'échantillon est fortement ancré dans les contextes les plus exposés à la volatilité de l'aide : 65 % des répondants sont basés en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient, et 97 % opèrent principalement ou occasionnellement dans des contextes humanitaires ou d'urgence, où un soutien inclusif pour les personnes handicapées est souvent le plus urgent.

Les résultats reflètent principalement les points de vue d'organisations directement engagées auprès des personnes handicapées dans les communautés touchées, le profil des répondants de l'échantillon étant constitué d'organisations locales (38 %) et d'organisations nationales (43 %), tandis que 10 % opèrent au niveau régional et 7 % au niveau international.

L'enquête reflète également la diversité du mouvement des personnes handicapées. Si de nombreux répondants se sont présentés comme des organisations inter-handicaps, l'échantillon comprend un large éventail de groupes spécialisés et de réseaux représentatifs, notamment des organisations représentant et/ou axées sur les femmes et les filles handicapées, les enfants et les jeunes, les personnes ayant un handicap visuel, auditif, physique ou intellectuel, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), ainsi que des coalitions, des organismes de coordination et des groupes d'autoreprésentation. Les répondants mènent des actions variées, notamment le plaidoyer et le renforcement des capacités (82 %), la sensibilisation (76 %) ou la prestation directe de services (52 %).

³¹ [Observation générale n°7 \(2018\) du Comité des droits des personnes handicapées.](#)

Cette diversité renforce la représentativité des résultats couvrant divers groupes cibles et modèles organisationnels.

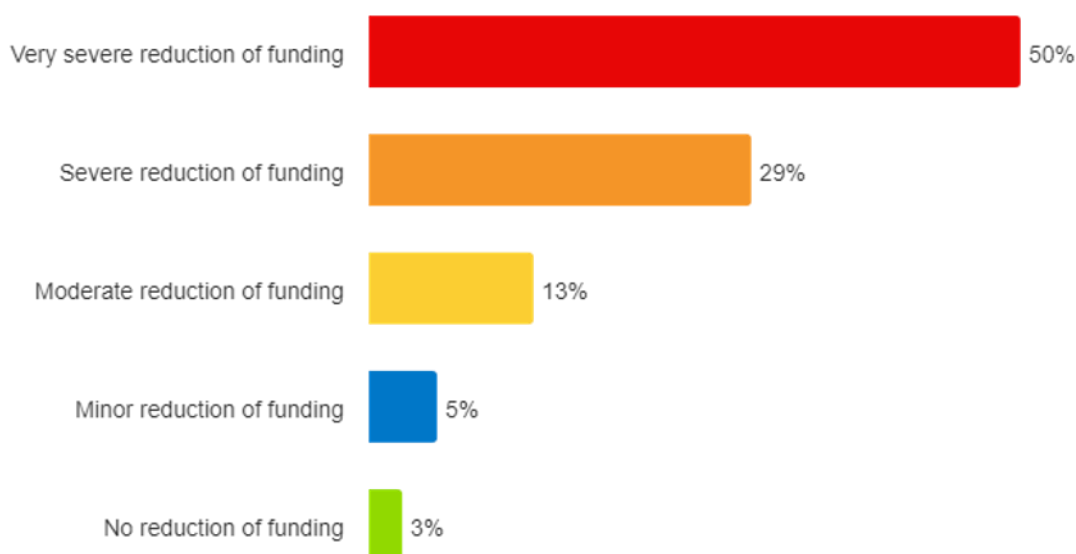
Érosion institutionnelle : conséquences signalées des réductions de financement sur les OPH

L'enquête portait sur les répercussions des coupes budgétaires sur les organisations représentatives.

Un choc financier généralisé au sein des OPH

Les résultats de l'enquête révèlent que les réductions de l'aide internationale entraînent une crise de financement grave et systémique qui touche les OPH – tous les types d'OPH, dans l'ensemble des pays étudiés.

What have been the implications of the international aid cuts on your organisation's budget over the last 18 months?



Conséquences de la réduction de l'aide internationale sur le budget des OPH

Huit répondants sur dix (79 %) ont fait état de réductions importantes ou très importantes de leur financement, touchant des organisations actives tant dans le domaine du développement que dans le domaine humanitaire.

Aucune disparité régionale significative n'est observée ; les répercussions budgétaires graves sont généralisées en Afrique, en Asie/Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'au Moyen-Orient, l'Afrique enregistrant la part la plus élevée. De même, il n'existe pas de disparités notables en fonction de la portée des organisations : les organisations locales, nationales, régionales et internationales ont toutes été gravement et uniformément touchées.

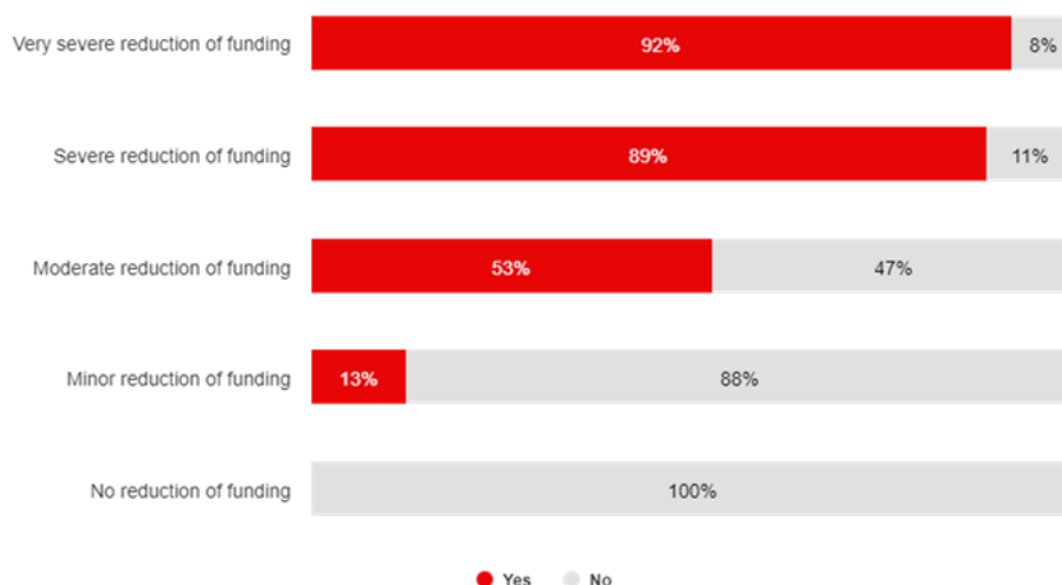
Ces réductions ne se limitent pas à une seule catégorie de bailleurs, car le déclin est manifeste dans tous les canaux de financement, qu'il s'agisse des ONG internationales (ONGI), des bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux, ou des fondations privées internationales.

Il est à noter que 61 % des organisations interrogées ont signalé une diminution du financement provenant des ONGI. Cela suggère un effet domino, dans lequel les coupes dans l'aide allouée aux ONGI se répercutent sur leurs partenaires OPH locaux impliqués dans des projets financés par cette aide.

Perturbations majeures dans tous les domaines d'intervention des OPH

La crise de financement provoquée par les coupes dans l'APD se traduit directement par des perturbations opérationnelles généralisées affectant les services essentiels. Au total, 72 % des OPH interrogées ont déclaré avoir annulé ou suspendu au moins un programme ou une activité au cours des 18 derniers mois.

Programme cancellation or suspension by level of budget reduction



Conséquences de la réduction du budget des OPH sur l'annulation ou la suspension des programmes des OPH

Cette baisse est marquée sur tous les continents, les OPH du Moyen-Orient faisant état des répercussions les plus importantes.

Toutes les organisations et tous les types d'activités, y compris le plaidoyer, le renforcement des capacités et la sensibilisation, ont subi des réductions significatives de leur financement. Alors que les activités de plaidoyer des OPH internationales semblent avoir été mieux préservées, les OPH locales ont déploré un impact négatif considérable sur leurs activités de prestation de services.

Que ce soit sous forme de plaidoyer, de renforcement des capacités ou de prestation de service, les activités des OPH qui ont été les plus perturbées sont celles axées sur les domaines de l'inclusion économique et des moyens de subsistance, suivies de près par

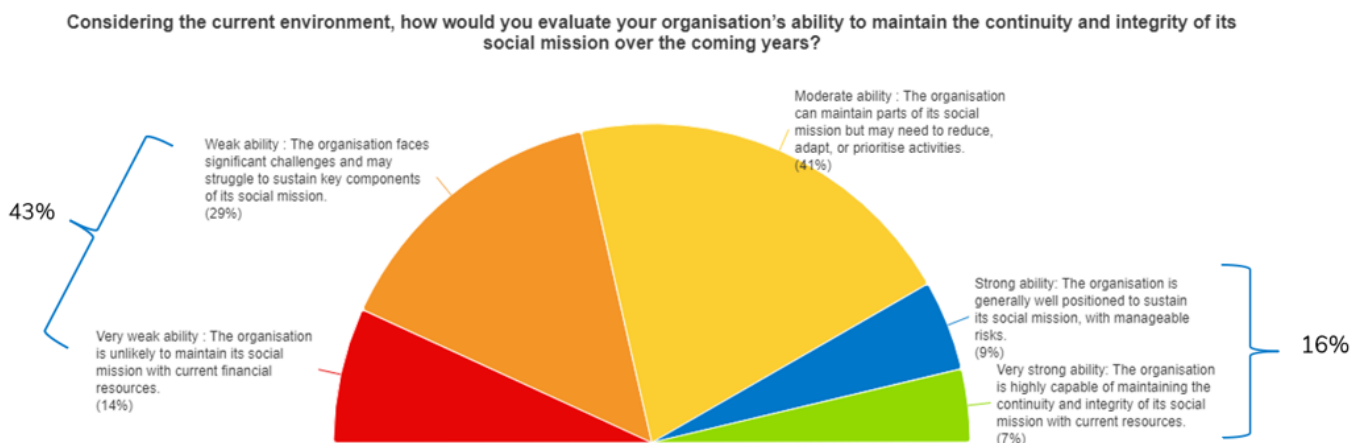
l'accessibilité et l'adaptation des environnements. Parmi les autres domaines fortement touchés figurent le soin, l'aide à la vie autonome, l'éducation inclusive, l'action humanitaire, la réadaptation et les technologies d'assistance, ainsi que l'aide sociale et psychosociale.

« Le financement des OPH et des interventions en faveur du handicap en général constituait déjà un défi de taille. Cette réduction budgétaire est en train de tuer nos organisations. Nous appelons la communauté internationale à sauver nos organisations et à sauver notre communauté. » - Une OPH nationale en Sierra Leone

Dans l'ensemble, ces conclusions montrent que les réductions budgétaires fragilisent de nombreux dispositifs fondamentaux qui favorisent la participation sociale et économique des personnes handicapées.

Capacité organisationnelle et survie menacées

L'effet cumulatif de la réduction des aides place de nombreuses OPH dans une situation de grave fragilité institutionnelle. Au total, 43 % des organisations interrogées ont fait état d'une capacité faible ou très faible à poursuivre leur mission sociale, dont 14 % risquent une fermeture définitive si cette tendance se poursuit. En revanche, seules 16 % se sont déclarées bien placées pour garantir la continuité de leurs activités. Cela dépeint un scénario d'effondrement structurel pour les organisations et les réseaux qui œuvrent en faveur d'une société plus inclusive et de l'accès aux services pour les personnes handicapées.

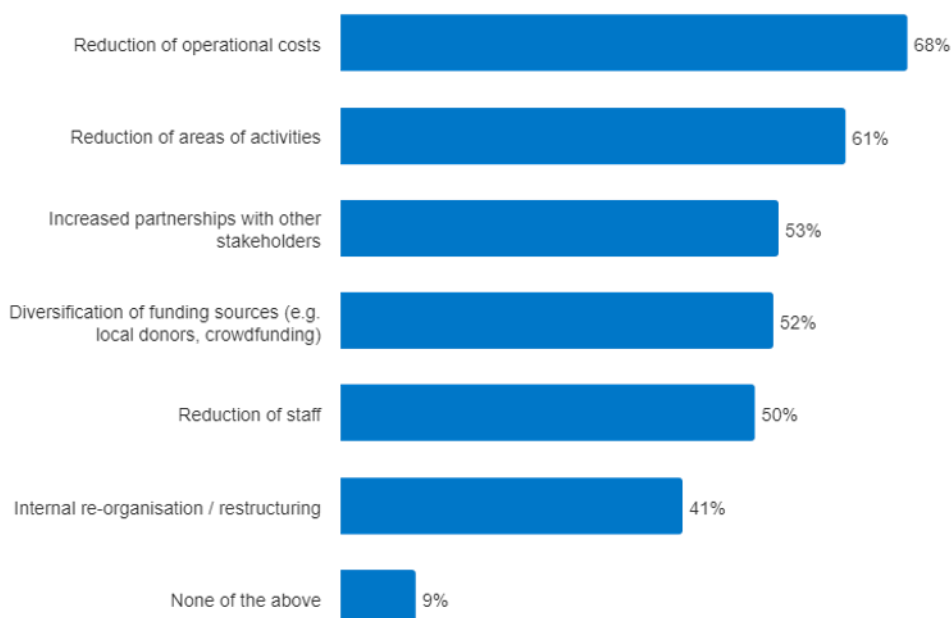


Capacité des OPH à préserver leur mission sociale dans les années à venir

« Notre travail a été fortement affecté et risque désormais de prendre fin, ce qui priverait 60 enfants des services essentiels dont ils bénéficient régulièrement depuis cinq ans. » – Une OPH qui s'occupe d'enfants avec une trisomie 21 en Syrie.

Pour survivre, de nombreuses organisations sont contraintes d'adopter des stratégies d'adaptation d'urgence qui risquent de compromettre leur viabilité à long terme et la qualité de leurs services. Ces stratégies d'adaptation relèvent davantage d'une stratégie de survie que d'une voie vers la résilience. Parmi les répondants, les deux tiers (68 %) ont déclaré avoir réduit leurs coûts opérationnels, tandis que 61 % ont restreint leur champ d'action géographique ou l'éventail de leurs activités, se retirant souvent des communautés isolées ou mal desservies. Près de la moitié des organisations interrogées ont procédé à des réductions d'effectifs et entrepris une restructuration interne (41 %), ce qui a entraîné la perte d'expertise spécialisée et de connaissances institutionnelles. En d'autres termes, les organisations épuisent leurs réserves internes et sacrifient leur capital humain pour survivre. Plus de la moitié ont adopté des stratégies plus offensives, notamment la diversification des sources de financement (52 %) et le renforcement des partenariats et des alliances (53 %).

Which of the following strategies has your organisation been using to adapt to cuts in international aid?



Stratégies mises en œuvre par les OPH pour s'adapter à la réduction de l'aide internationale

De nombreux services des OPH n'ont pas encore « disparu », mais se trouvent dans une phase de compromis, marquée par la redéfinition de leurs priorités, la réduction de leurs activités, la réorganisation et des pertes de personnel. La diversification des sources de financement ne suffira pas à elle seule si toutes les sources de financement se tarissent simultanément ; un financement flexible et pluriannuel devient donc essentiel.

« Dans des contextes comme celui de la Palestine, où les personnes handicapées sont déjà confrontées à de multiples facteurs de vulnérabilité, la réduction des financements se traduit par une diminution des services de réadaptation, un accès limité aux aides techniques et une baisse du soutien psychosocial et de la

protection. Pour beaucoup, notre organisation n'est pas un prestataire de services parmi d'autres, mais leur seule bouée de sauvetage. » – Une OPH locale en Palestine.

Dans leur ensemble, ces résultats ne mettent pas seulement en évidence un déficit de financement temporaire, mais aussi un affaiblissement plus général de l'écosystème favorisant l'inclusion des personnes handicapées. L'enquête suggère que les réductions actuelles de l'APD contribuent à une érosion progressive des capacités organisationnelles, ainsi qu'à la pérennité des structures de représentation, de plaidoyer et de soutien communautaires sur lesquelles de nombreuses personnes handicapées comptent pour leur inclusion, leur protection et l'accès à leurs droits fondamentaux. Cela conduit à un affaiblissement de la voix collective portant la défense des droits des personnes handicapées et de leurs organisations représentatives, à un moment où la visibilité, la participation et la responsabilité sont plus cruciales que jamais.

Un risque croissant d'exclusion définitive : les répercussions signalées sur les personnes handicapées

Au-delà des répercussions sur les OPH, l'enquête s'est penchée sur les conséquences des coupes budgétaires sur les personnes handicapées elles-mêmes, au sein des communautés.

Un impact direct considérable sur le bien-être

Les résultats de l'enquête montrent que la réduction de l'aide a des conséquences directes et graves sur la vie et le bien-être des personnes handicapées. Plus de huit répondants sur dix (82 %) ont estimé que les coupes dans l'APD avaient un impact élevé ou très élevé sur le bien-être des personnes handicapées dans les communautés qu'elles servent, soulignant une détérioration croissante des conditions de vie et des systèmes de soutien. L'impact sur le bien-être est élevé dans toutes les zones géographiques couvertes par les organisations interrogées, l'impact le plus important étant signalé au Moyen-Orient.

Les réponses des OPH laissent entrevoir une chaîne d'impacts claire : les réductions de l'aide internationale entraînent des pertes de financement pour les OPH. En conséquence, nombre d'entre elles sont contraintes de réduire leurs activités de représentation, de limiter leur rayonnement, de suspendre des programmes et, dans certains cas, d'interrompre des services essentiels spécialisés ou adaptés. Les OPH disposent de moins de ressources pour renforcer les capacités et veiller à ce que les services soient rendus de manière inclusive. Les personnes interrogées ont systématiquement établi un lien entre les réductions du financement international et l'aggravation des inégalités, l'exclusion croissante et la diminution de l'accès aux droits et aux opportunités pour les personnes handicapées.

Il est fort probable que les personnes handicapées soient également affectées par la détérioration du soutien fourni par d'autres acteurs opérant dans les mêmes communautés, notamment les ONGI, les agences des Nations Unies et les services gouvernementaux. Lorsque ces acteurs sont eux aussi touchés par des coupes budgétaires, l'effet cumulatif

est un affaiblissement de l'écosystème de soutien plus large dont dépendent de nombreuses personnes handicapées.

Cela aggrave les obstacles existants, réduit l'accès à l'assistance et aux opportunités, et contribue à une détérioration du bien-être, de l'inclusion et de la résilience des personnes handicapées et de leurs communautés.



Des membres de la communauté assistent à une séance d'information sur les droits des personnes handicapées à Yei, au Soudan du Sud. © Dieter Telemans / HI

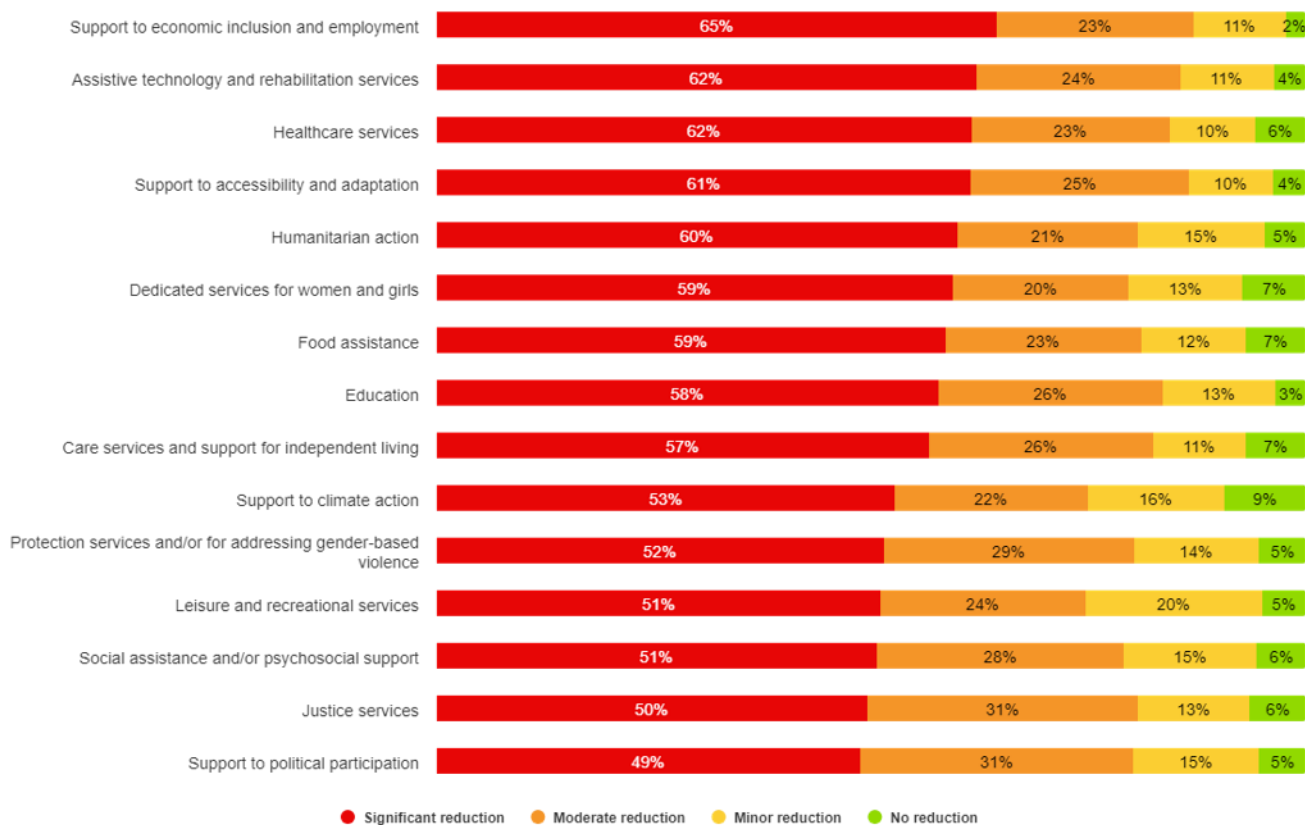
Des services essentiels sous pression

Les personnes interrogées indiquent que, sans exception, les coupes dans l'aide au développement et l'aide humanitaire internationales ont affecté tous les services et le soutien fournis au niveau communautaire par divers acteurs (gouvernement, autorités locales, ONU, ONGI, etc.).

Les services qui sont les plus essentiels à l'autonomie, à la participation et à la dignité sont soumis à une pression plus forte que les services complémentaires ou non essentiels.

Plus de 60 % des personnes interrogées ont signalé une détérioration de l'accès des personnes handicapées à l'inclusion économique et à l'emploi, aux technologies d'assistance et aux services de réadaptation, aux services de santé, au soutien à l'accessibilité et à l'adaptation, ainsi qu'à l'action humanitaire. L'enquête met également en évidence l'impact significatif sur les services dédiés aux femmes et aux filles, l'aide alimentaire, l'éducation, les services de soins et le soutien à la vie autonome. D'autres formes de soutien essentielles visant à accroître l'autonomie et l'inclusion des personnes handicapées dans les processus décisionnels ont souvent été les plus durement touchées.

Have the following services and support that are in place in your area become less accessible to persons with disabilities due to funding cuts in the last 18 months?



Perception des OPH concernant la diminution de l'accès aux services et au soutien pour les personnes handicapées en raison des coupes budgétaires

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les coupes budgétaires dans ces services essentiels augmentent simultanément le risque de dépendance à long terme, de pauvreté et d'exclusion sociale pour les personnes handicapées.

« Les coupes dans l'aide internationale aggravent l'exclusion des personnes handicapées en paralysant les programmes d'autonomie essentiels et les services techniques que l'État ne prend pas en charge. Ce manque de financement nous rend socialement invisibles et nous condamne à une plus grande dépendance, violant ainsi notre droit fondamental à une vie digne et productive. » – Une OPH d'autoreprésentation en République dominicaine

Des répercussions disproportionnées sur les groupes les plus marginalisés

Les réponses à l'enquête mettent en évidence la manière dont la réduction de l'APD aggrave les inégalités préexistantes dans les communautés où opèrent les OPH en particulier pour les groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination. Sur les 137 organisations ayant répondu, 119 – soit près de neuf sur dix – ont signalé que certaines inégalités s'étaient accentuées.

« Dans un pays comme la Namibie, qui affiche déjà l'un des niveaux d'inégalité les plus élevés au monde, ces coupes budgétaires ne touchent pas tout le monde de la même manière ; elles ne font que renforcer et aggraver les désavantages cumulés, en particulier pour les personnes confrontées à plusieurs vulnérabilités à la fois. » – Une OPH de personnes avec déficiences visuelles en Namibie

Plus de 80 % des organisations s'accordent à dire que les enfants (85 %), les femmes et les filles (84 %) et les personnes âgées (83 %) handicapés ont été particulièrement touchés par la réduction des services, tout comme les personnes vivant dans des zones plus isolées.

- **Les femmes et les filles handicapées** ont été identifiées à plusieurs reprises comme étant exposées à des risques accrus, notamment une exposition accrue à la violence sexiste, une autonomie réduite et la perte de services de soutien spécialisés (par exemple, les soins de santé sexuelle, reproductive et maternelle).

« Les programmes consacrés à la lutte contre les violences sexistes, à la santé reproductive et à l'autonomisation ont été réduits. Par exemple, les femmes handicapées vivant dans les zones rurales n'ont plus accès à des lieux sûrs ni à des services d'accompagnement leur permettant de signaler des abus ou de bénéficier de conseils en matière de santé reproductive. » - Une OPH nationale au Kenya

- **Les enfants et les jeunes handicapés** ont également été identifiés comme étant particulièrement touchés. Les personnes interrogées ont fait état de perturbations dans les services d'intervention précoce, de réadaptation, de nutrition et de soutien scolaire ; certaines organisations ont notamment signalé des cas d'abandon scolaire, une aggravation de la malnutrition et des retards de développement irréversibles liés à l'interruption de ces services.

« L'une des bénéficiaires de notre projet a 9 ans et vit dans un camp de réfugiés. Elle a une déficience auditive et fréquentait

auparavant un petit centre d'apprentissage soutenu par une organisation humanitaire. Là-bas, elle avait un enseignant formé à la langue des signes et avait reçu un appareil auditif. Puis le financement a cessé. L'enseignant est parti. Le centre a fermé. Aujourd'hui, Amina reste chez elle pendant que les autres enfants vont à l'école. Sa mère essaie de lui enseigner, mais sans formation ni outils, les leçons se transforment en silence. Amina commence à oublier les signes qu'elle connaissait autrefois. Son monde se rétrécit – non pas à cause de son handicap, mais parce que le soutien a disparu. » – Une OPH faitière régionale en Éthiopie

- **Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)** handicapés ont été identifiés comme un autre groupe particulièrement vulnérable, notamment dans les camps de PDI ou de réfugiés, les zones reculées et les contextes humanitaires où les services de proximité sont réduits ou supprimés. Les personnes interrogées ont également fait part de leurs inquiétudes concernant les personnes avec des handicaps lourds qui dépendent fortement des systèmes de soutien communautaires et institutionnels. Dans les contextes où ces services sont supprimés, beaucoup se retrouvent sans alternative viable pour assurer leur survie quotidienne, leurs soins ou leur participation à la vie sociale.

« Dans les camps de réfugiés d'Imvepi, Rhino, Kyaka II, Kyangwali et Nakivale en Ouganda, la réduction des rations alimentaires a touché de manière disproportionnée les enfants handicapés, entraînant une augmentation des cas de malnutrition. Cela a eu un impact direct sur leurs progrès en matière de réadaptation, car une alimentation adéquate est essentielle au rétablissement physique et à l'amélioration des capacités fonctionnelles. » - Une organisation locale regroupant des membres de la famille et/ou des proches de personnes handicapées en Ouganda

« Notre organisation a constaté les répercussions directes et graves des coupes dans l'aide internationale sur les personnes handicapées et leurs familles, en particulier dans les camps de réfugiés où les services de remplacement sont extrêmement limités. La réduction de l'aide humanitaire a eu pour conséquence que certaines familles comptant des personnes handicapées ne reçoivent plus de colis alimentaires ni d'aide financière d'urgence. Cela a aggravé la pauvreté et contraint ces familles à privilégier les

besoins de survie fondamentaux au détriment de la santé et de la réadaptation. » - Une OPH locale en Palestine

- **Les personnes handicapées vivant dans des zones rurales ou isolées** ont également été signalées comme étant confrontées à un risque accru d'exclusion. Les répondants à l'enquête ont systématiquement désigné les zones rurales et isolées comme les endroits où la réduction des aides se traduit le plus rapidement par une exclusion. Les réponses ouvertes ont mis en évidence des difficultés récurrentes, notamment la disparition des services locaux, décentralisés ou de proximité, un accès réduit à l'aide et à la réadaptation, des retards dans l'orientation vers des soins médicaux, l'augmentation des frais de transport et un isolement croissant des personnes handicapées et de leurs familles.

« Au Bhoutan, les personnes handicapées sont particulièrement touchées, car les dispositifs d'aide y restent limités et dépendent souvent de financements publics ou d'ONG. Les coupes budgétaires affectant les aménagements d'accessibilité, les services de réadaptation, l'interprétation en langue des signes ou les programmes de soutien communautaire peuvent priver les personnes handicapées d'un accès concret aux soins de santé ou à l'éducation. Les personnes handicapées vivant en milieu rural sont confrontées à un « double handicap » : leur handicap et l'isolement géographique. » - Une organisation nationale de femmes et de filles handicapées au Bhoutan

- Les organisations intervenant dans des **contextes humanitaires** ont fait état de répercussions particulièrement graves, reflétant les effets cumulés des conflits, des déplacements de population, de la pauvreté et de la faiblesse des infrastructures publiques.

« Dans le contexte d'une guerre à grande échelle, les personnes handicapées comptent toujours parmi les groupes de population les plus vulnérables, car elles se heurtent à des obstacles supplémentaires pour accéder aux services de base, à l'aide humanitaire, aux soins de santé, aux transports, aux hébergements et aux moyens de subsistance. » - Une OPH nationale en Ukraine

- Certaines personnes interrogées ont signalé des disparités entre les personnes handicapées, les risques augmentant en fonction du type de handicap.

« Les coupes dans l'aide créent une hiérarchie entre les handicaps. Les moins visibles ou les plus coûteux sont les premiers touchés. Les personnes sont placées dans des institutions spécialisées ou abandonnées. » - Une organisation faitière régionale en Afrique subsaharienne

Les personnes interrogées ont souligné que, dans bon nombre de ces contextes, les OPH constituent l'un des rares mécanismes restants permettant aux personnes handicapées d'accéder à l'information, à l'orientation, à la réadaptation, à la défense de leurs droits et au soutien communautaire.

« Ces coupes budgétaires ont entraîné un recul de l'éducation inclusive, des soins de santé et, en somme, de tous les domaines touchant la communauté des personnes handicapées dans notre pays. Tous les progrès réalisés en matière de violence sexuelle et sexiste dans les régions où nous intervenons ont considérablement reculé. Les personnes handicapées concernées reviennent peu à peu à leur ancien mode de vie. » - Une organisation nationale de femmes handicapées en Sierra Leone

Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence un recul général en matière d'inclusion et de droits des personnes handicapées. Les réductions actuelles des financements affaiblissent non seulement les organisations, mais augmentent également le risque que de nombreuses personnes handicapées, en particulier les femmes et les filles, les enfants et les jeunes, ainsi que celles vivant dans des zones reculées, soient confrontées à une exclusion plus profonde et potentiellement durable de l'éducation, des soins de santé, des moyens de subsistance, de la protection et de la participation sociale.

Les réponses à l'enquête révèlent une tendance constante associant les coupes dans l'aide internationale au retrait des services, à la perte d'autonomie, à l'affaiblissement de la participation communautaire et à la diminution de la dignité et de la protection des personnes handicapées au niveau communautaire.

Recommandations des OPH à l'intention des décideurs politiques et des bailleurs de fonds

Les répondants à l'enquête appellent les gouvernements et les bailleurs de fonds à opérer sans délai des changements de politique afin de mettre fin à la dégradation des services inclusifs des personnes handicapées et à l'effondrement des systèmes de soutien communautaires, ainsi qu'aux souffrances qui en découlent.

Les OPH appellent à:

- **Reconnaître et prendre en compte les conséquences humaines des coupes de l'aide internationale**

Les bailleurs de fonds et les gouvernements devraient reconnaître que leur décision de réduire l'aide internationale a des conséquences directes sur les droits, le bien-être et la survie des personnes handicapées. Les personnes interrogées appellent les bailleurs de fonds à évaluer et à atténuer les répercussions humaines des coupes budgétaires, ainsi qu'à assumer leur responsabilité en veillant à ce que les décisions en matière d'aide n'accroissent pas les inégalités ni ne compromettent les engagements en faveur de l'inclusion des personnes handicapées.

« Avant tout, nous vous exhortons à reconnaître que la suppression des aides destinées aux personnes handicapées n'est pas une décision neutre. Elle a des conséquences disproportionnées et souvent irréversibles. L'action humanitaire inclusive n'est pas seulement une question d'équité. C'est une question de dignité, de protection et de droits humains. » - Une association locale de parents d'enfants handicapés au Malawi

- **Préserver et garantir les financements destinés à l'inclusion des personnes handicapées et aux OPH**

Des lignes budgétaires spécifiques consacrées à l'inclusion des personnes handicapées devraient être garanties au sein des enveloppes de l'aide internationale et du financement humanitaire, sans dépendre de l'évolution des priorités politiques. Les fonds des bailleurs doivent être plus directement accessibles aux OPH. Les personnes interrogées soulignent que ces organisations devaient être reconnues non seulement comme des bénéficiaires, mais aussi comme des partenaires clés en matière de mise en œuvre et de redevabilité.

« Dans des contextes comme celui de la Somalie, où les systèmes nationaux sont limités, le soutien international reste essentiel pour garantir l'accès à une éducation inclusive, aux technologies d'assistance et aux services de base. Nous exhortons les bailleurs de fonds et les décideurs politiques à donner la priorité à un financement qui tient compte du handicap et à éviter des coupes

budgétaires disproportionnées dans les programmes qui soutiennent les personnes handicapées. » - Une OPH nationale en Somalie

- **Veiller à ce que l'inclusion des personnes handicapées soit systématiquement prise en compte dans tous les programmes d'aide**

L'inclusion des personnes handicapées doit être considérée comme un élément central et systématique des programmes d'aide équitables et efficaces, et non comme un sujet isolé uniquement. Les personnes interrogées appellent à la mise en place d'évaluations d'impact sur le handicap, de normes d'accessibilité obligatoires et à l'intégration de l'inclusion des personnes handicapées dans tous les secteurs, notamment la santé, l'éducation, les transports, les services numériques ou l'action humanitaire. Les systèmes de données et de responsabilité doivent être renforcés afin de garantir que les personnes handicapées ne soient pas exclues de l'aide.

« L'intégration du handicap ne doit pas être considérée comme un axe secondaire, mais comme un principe transversal et essentiel à toute stratégie de développement équitable et efficace. » - Une OPH nationale au Bénin

« Toute aide doit être fournie dans le respect des principes d'inclusion, d'accessibilité et de respect de la dignité humaine. Cela signifie que les programmes d'aide humanitaire et des soutien social doivent être accessibles sur le plan physique, informationnel et communicationnel aux personnes présentant différents types de handicaps. À long terme, cette aide doit viser non seulement à faire face aux conséquences humanitaires de la guerre, mais aussi à promouvoir l'inclusion sociale, l'autonomie, la résilience et la participation active des personnes handicapées à la vie communautaire dans toute l'Ukraine. » - Une OPH nationale en Ukraine

- **Renforcer la décentralisation et la résilience des communautés locales**

Investir dans des initiatives menées au niveau local et ancrées dans la communauté, ainsi que dans le renforcement des OPH locales, est essentiel pour garantir une réponse humanitaire efficace et inclusive ainsi qu'un développement durable. Cela permet de soutenir les structures de proximité et de tirer parti de l'ancrage communautaire profond des organisations locales, de leur compréhension du contexte ainsi que de la confiance dont elles jouissent. Les personnes interrogées soulignent que les OPH jouent un rôle essentiel dans la fourniture d'un soutien communautaire et dans le plaidoyer visant à demander des comptes aux autorités

et aux prestataires de services afin qu'ils fournissent des services adaptés aux personnes handicapées.

« Donner aux organisations locales les moyens de diriger les interventions en cas de catastrophe permet de garantir que les besoins spécifiques des personnes handicapées soient pris en compte lors d'inondations et d'autres crises. » - Une OPH nationale de la région de l'Asie du Sud-Est

- **Assurer un financement pluriannuel stable et prévisible**
Les bailleurs de fonds devraient s'éloigner des cycles de projets à court terme et privilégier des engagements de financement pluriannuels. Un financement à plus long terme est essentiel pour garantir la continuité des programmes de réhabilitation, d'éducation, de soutien aux moyens de subsistance et d'aide humanitaire, tout en permettant de fidéliser le personnel, de mener une planification stratégique et d'assurer la stabilité organisationnelle – autant d'éléments qui contribuent à un impact durable.
- **Maintenir des mécanismes de financement flexibles, adaptés aux réalités locales**
Des modalités de financement flexibles sont nécessaires pour permettre aux OPH de réagir rapidement aux besoins humanitaires émergents, à l'évolution des contextes locaux et aux crises imprévues. Les personnes interrogées soulignent que la rigidité des structures de financement limite souvent la capacité des OPH à adapter leurs services et à maintenir leur soutien aux communautés touchées.
- **Garantir la participation effective des personnes handicapées aux processus décisionnels**
Les gouvernements et les bailleurs de fonds devraient veiller à ce que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent soient pleinement associées à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des programmes ainsi qu'aux décisions de financement, afin de garantir que les priorités en matière de financement reflètent la réalité vécue plutôt que des hypothèses.

« Nous demandons que les fonds destinés à l'inclusion des personnes handicapées soient préservés et ne soient pas réduits. Les personnes handicapées doivent être associées à toutes les décisions, et les services doivent être maintenus, en particulier pour les personnes handicapées qui vivent dans les zones rurales et les groupes vulnérables. » - Une OPH nationale au Samoa

- **Adopter des approches intersectionnelles pour une aide tenant compte du handicap**
Les programmes d'aide devraient inclure des objectifs désagrégés et des mesures spécifiques visant à remédier aux vulnérabilités cumulées et à garantir qu'aucun groupe ne soit laissé pour compte. Les personnes interrogées soulignent que les

multiples formes de discrimination et d'exclusion se recoupent souvent et nécessitent des réponses ciblées, en particulier pour les femmes et les filles handicapées, les enfants et les jeunes handicapés, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les personnes vivant dans des zones rurales ou touchées par une crise.

Dans l'ensemble, ces recommandations reflètent un message commun des organisations participantes : si l'on veut que les systèmes d'aide internationale continuent à promouvoir les droits humains, l'inclusion et l'accès équitable aux services de soutien pour les personnes handicapées à travers le monde, les financements et les partenariats inclusifs du handicap doivent être renforcés, non réduits.

« Votre engagement peut transformer des vies, ouvrir des perspectives et renforcer la dignité de chacun. » - Une association locale d'enfants et de jeunes handicapés à Madagascar

Vous trouverez des informations plus détaillées sur les résultats de l'enquête sur hi.org/fr/publications

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion

Site web: <http://www.hi.org>



La réalisation de cette publication bénéficie du soutien financier du ministère luxembourgeois des Affaires étrangères. Les points de vue et opinions exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement ceux du gouvernement luxembourgeois.

Publié en June 2026, © Handicap International.

Handicap International est enregistrée en France sous les références suivantes: N° SIRET: 519 655 997 00038 - Code APE: 9499Z.

This publication is copyrighted, but may be for resale. For copying under any other circumstances, prior written permission must be obtained from the publisher, and a fee may be payable.